economiesuisse



Les travailleurs et l'État tirent profit de l'attractivité de la place économique suisse

La politique suisse relative à la place économique a été largement couronnée de succès ces dernières années. Quels en sont les avantages pour les travailleurs? En deux mots, des salaires à un niveau record. Aucun autre pays de l'OCDE n'affiche un salaire moyen plus élevé que la Suisse. Le PIB par habitant croît régulièrement et ce, à un niveau nettement plus élevé que dans les pays voisins. La part des salaires au total des revenus est stable et la participation au marché du travail atteint un niveau record. Ce serait impensable sans la présence en Suisse de toute une série d'entreprises à vocation internationale. Les travailleurs en bénéficient.

Le succès de la place économique suisse est incontesté. Il se traduit, comme nous l'avons récemment montré, par une augmentation nette des impôts sur le capital. Au niveau fédéral, les impôts sur les entreprises augmentent massivement, de sorte que, pour la première fois depuis plusieurs années, les entreprises paient plus d'impôts que les ménages. Cette évolution s'explique en grande partie par les grandes entreprises qui connaissent un succès international. À peine 3% des entreprises paient près de 90% des impôts sur le bénéfice. Même Jacqueline Badran, conseillère national PS siégeant à la Commission de l'économie et des redevances, a récemment admis que «cette politique économique a fonctionné». En quoi une place économique forte est-elle intéressante pour les travailleurs?

Les travailleurs en profitent sous la forme de salaires élevés

Comme le montre une évaluation de l'OCDE, aucun autre pays industrialisé n'affiche un salaire moyen corrigé de l'inflation supérieur à celui de la Suisse. Selon l'Office fédéral de la statistique (OFS) , le PIB par habitant a augmenté de près de 30% depuis le milieu des années 1990, et ce à un niveau nettement supérieur à celui de la grande majorité des pays membres de l'UE selon les données d'Eurostat. Le moteur de cette évolution est la productivité du travail qui, selon l'OFS, augmente de 1,2% par an en moyenne depuis les années 1990.

Nous le devons en grande partie à la présence d'entreprises internationales prospères qui mènent en Suisse des activités à forte valeur ajoutée dans la recherche-développement, dans les domaines des services et de la distribution ainsi que d'autres fonctions rattachées aux sièges d'entreprises. Cela est gage d'emplois innovants et tournés vers l'avenir qui, grâce à leur productivité élevée, peuvent être rémunérés en conséquence.

Répartition équitable des richesses

Aucun autre pays ou presque ne voit sa prospérité évoluer de manière aussi favorable. En même temps, cette prospérité se répartit de manière équitable. La part du PIB consacrée à rémunérer le travail est stable: elle avoisine les 70%. La participation au marché du travail atteint un niveau record et les inégalités salariales sont exceptionnellement faibles. Aucun autre pays au monde ou presque n'offre la possibilité de gagner un si bon revenu grâce à son travail (cf. notre fiche d'information La lutte des classes au pays des bons salaires).

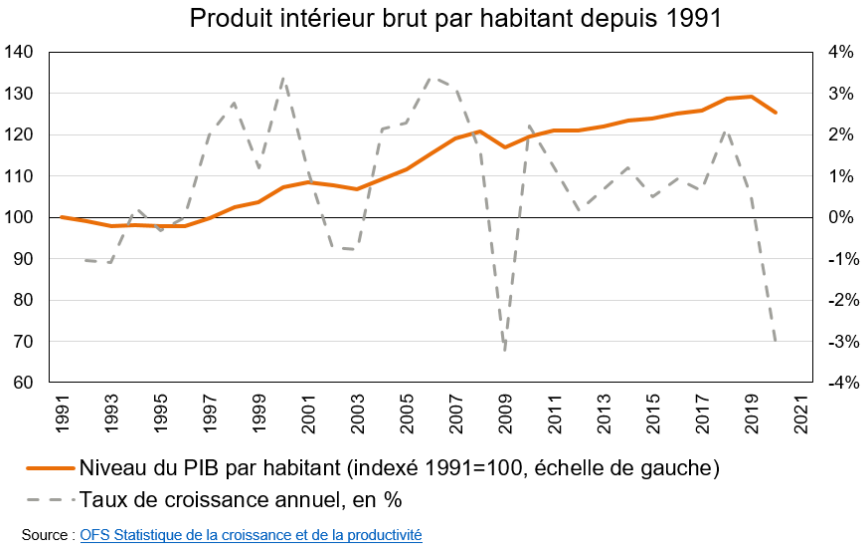
Des impôts bas pour les particuliers et des prestations publiques en hausse constante

Les pays de l'UE appliquent des taux de TVA pouvant atteindre 25%, mais peu de pays occidentaux ont une TVA aussi faible que la Suisse, avec ses 7,7%. Les impôts sur le revenu des personnes à bas et à moyens revenus ont même baissé ces dernières années.

En même temps, les dépenses publiques augmentent et les prestations étatiques ne cessent d'être développées. Cela vaut en particulier pour l'aide sociale. Aucun domaine fédéral ne voit ses dépenses croître à un rythme comparable. On peut citer la hausse massive de la contribution de la Confédération à l'AVS ainsi que le développement des prestations complémentaires, de la réduction individuelle des primes et des subventions pour la garde des enfants. Le domaine de la formation et de la recherche croît aussi à un rythme nettement supérieur à la moyenne.

Une charge fiscale globalement modérée et des prestations publiques en hausse? Cela peut-il fonctionner? La Suisse n'a pas une réputation de championne mondiale de l'endettement. L'équilibre financier est maintenu uniquement parce que la contribution fiscale des entreprises augmente constamment. Au cours des quinze dernières années, la Confédération a augmenté son enveloppe pour les prestations sociales de 10 milliards de francs - ce sont les entreprises qui ont financé cette hausse, leurs impôts ayant augmenté d'à peu près autant pendant la même période. À lire aussi, le premier article de la présente série: - Le PS

déforme les faits: les impôts sur le capital augmentent



Source: Statistiques de l'OFS sur la croissance et la productivité